

gleterre poussait trop les exaltés, et les choses marchaient déjà avec une rapidité pleine de périls, lorsque la plus imprévue et la plus malheureuse des catastrophes, la révolution de Février, éclata comme la foudre, et mit le feu à l'Europe entière. Aussitôt l'Angleterre renonça à sa propagande trop libérale et s'inquiéta beaucoup plus du salut de la monarchie autrichienne que des succès et du bonheur de l'Italie. A partir du même moment, la politique française en Italie, jusqu'alors sage mais peu active, devint tout à fait nulle, là et partout. Le gouvernement qui venait de succéder à la monarchie se montra d'une faiblesse et d'une ineptie sans pareilles, et réduisit la France à un rôle d'abnégation dont les puissances ses rivales n'auraient jamais osé concevoir l'espérance.

Dans son programme de politique extérieure, il avait admis les traités de 1815 comme base de ses rapports avec l'Europe; c'était s'interdire d'intervenir à main armée dans des affaires telles que l'insurrection des provinces lombardes-vénitiennes, et si parfois, dans des moments d'entraînement, il était question de soutenir l'Italie et de garantir son affranchissement, ce n'étaient que des paroles en l'air, sans la moindre portée aux yeux de la diplomatie. D'ailleurs des Italiens, croyant d'abord pouvoir se suffire à eux-mêmes, et ils le pouvaient en effet, s'indignaient à la seule idée qu'on parût douter de leur triomphe, et repoussaient fort dédaigneusement l'offre plus ou moins réelle de l'appui de la France, alors que de simples démonstrations armées, accompagnées de sérieuses négociations, auraient, selon toute apparence, assuré l'indépendance de l'Italie, sans faire courir à l'Europe le danger d'une guerre gé-